

**CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DES
JUGEMENTS ÉTRANGERS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE**

(Conclue le premier février 1971)

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant établir des dispositions communes concernant la reconnaissance et
l'exécution mutuelles des décisions judiciaires rendues dans leurs Pays respectifs,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions
suivantes:

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux décisions rendues en matière civile ou commerciale par les tribunaux des Etats contractants.

Elle ne s'applique pas aux décisions statuant à titre principal:

1. en matière d'état ou de capacité des personnes ou en matière de droit de famille, y compris les droits et obligations personnels et pécuniaires entre parents et enfants et entre époux;
2. sur l'existence ou la constitution des personnes morales, ou sur les pouvoirs de leurs organes;
3. en matière d'obligations alimentaires dans la mesure où elles ne tombent pas sous l'application du No 1;
4. en matière successorale;
5. en matière de faillite, concordat ou procédures analogues, y compris les décisions qui peuvent en résulter et qui sont relatives à la validité des actes du débiteur;
6. en matière de sécurité sociale;
7. en matière de dommages dans le domaine nucléaire.

Il est entendu que la Convention ne s'applique pas aux décisions ayant pour objet le paiement de tous impôts, taxes ou amendes.

Article 2

La Convention s'applique à toute décision, telle qu'arrêt, jugement, ordonnance ou mandat d'exécution, rendue par un tribunal d'un Etat contractant, quelle que soit la dénomination donnée dans l'Etat d'origine tant à la procédure qu'à la décision elle-même.

Toutefois, elle ne s'applique pas aux décisions qui ordonnent des mesures provisoires ou conservatoires ni à celles rendues par les tribunaux administratifs.

Article 3

La Convention s'applique sans égard à la nationalité des parties.

CHAPITRE II – CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION

Article 4

La décision rendue dans l'un des Etats contractants doit être reconnue et déclarée exécutoire dans un autre Etat contractant conformément aux dispositions de la présente Convention:

1. si la décision a été rendue par un tribunal considéré comme compétent au sens de la Convention, et

2. si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine.

Pour être déclarée exécutoire dans l'Etat requis, la décision doit en outre être susceptible d'exécution dans l'Etat d'origine.

Article 5

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée dans l'un des cas suivants:

1. la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis;
2. la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure;
3. un litige entre les mêmes parties, fondé sur les mêmes faits et ayant le même objet:
 - a) est pendant devant un tribunal de l'Etat requis, premier saisi, ou
 - b) a donné lieu à une décision rendue dans l'Etat requis, ou
 - c) a donné lieu à une décision rendue dans un autre Etat et réunissant les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'Etat requis.

Article 6

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut ne sera reconnue et déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

Article 7

La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée pour la seule raison que le tribunal de l'Etat d'origine a appliqué une loi autre que celle qui aurait été applicable d'après les règles de droit international privé de l'Etat requis.

Toutefois, la reconnaissance ou l'exécution peut être refusée lorsque le tribunal de l'Etat d'origine, pour rendre sa décision, a dû trancher une question

relative soit à l'état ou à la capacité d'une partie, soit à ses droits dans les autres matières exclues de la Convention par l'article 1, deuxième alinéa, Nos 1 à 4, et a abouti à un résultat différent de celui qui aurait été obtenu par application à cette question des règles de droit international privé de l'Etat requis.

Article 8

Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des articles qui précèdent, l'autorité de l'Etat requis ne procédera à aucun examen du fond de la décision rendue dans l'Etat d'origine.

Article 9

Lors de l'appréciation de la compétence du tribunal de l'Etat d'origine, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles ce tribunal a fondé sa compétence, à moins qu'il ne s'agisse d'une décision par défaut.

Article 10

Le tribunal de l'Etat d'origine est considéré comme compétent au sens de la Convention:

1. lorsque le défendeur avait dans l'Etat d'origine, lors de l'introduction de l'instance, sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'un défendeur qui n'est pas une personne physique, son siège, son lieu de constitution ou son principal établissement;
2. lorsque le défendeur avait dans l'Etat d'origine, lors de l'introduction de l'instance, un établissement commercial, industriel ou autre, ou une succursale, et qu'il y a été cité pour des contestations relatives à leur activité;
3. lorsque l'action a eu pour objet une contestation relative à un immeuble situé dans l'Etat d'origine;

4. lorsque le fait dommageable sur lequel est fondée l'action et qui a provoqué un préjudice d'ordre corporel ou matériel est survenu dans l'Etat d'origine et que l'auteur du fait dommageable y était présent à ce moment;

5. lorsque, par une convention écrite ou par une convention verbale confirmée par écrit dans un délai raisonnable, les parties se sont soumises à la compétence du tribunal de l'Etat d'origine pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, à moins que le droit de l'Etat requis ne s'y oppose à raison de la matière;

6. lorsque le défendeur a procédé au fond sans décliner la compétence du tribunal d'origine ou faire de réserves sur ce point; toutefois, cette compétence ne sera pas reconnue si le défendeur a procédé au fond pour s'opposer à une saisie ou en obtenir la mainlevée, ou si le droit de l'Etat requis s'oppose à cette compétence à raison de la matière;

7. lorsque la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise était demanderesse à l'instance devant le tribunal de l'Etat d'origine qui l'a déboutée, à moins que le droit de l'Etat requis ne s'oppose à cette compétence à raison de la matière.

Article 11

Le tribunal de l'Etat d'origine ayant statué sur une demande reconventionnelle est considéré comme compétent au sens de la Convention:

1. lorsqu'il aurait été compétent selon l'article 10, Nos 1 à 6 pour connaître de cette demande à titre principal, ou

2. lorsqu'il était compétent selon l'article 10 pour connaître de la demande principale et que la demande reconventionnelle dérive du même contrat ou du même fait.

Article 12

La compétence du tribunal de l'Etat d'origine peut ne pas être reconnue par l'autorité requise dans les cas suivants:

1. lorsque le droit de l'Etat requis attribue aux juridictions de cet Etat une compétence exclusive, à raison de la matière ou d'un accord entre les parties, pour connaître de l'action qui a donné lieu à la décision étrangère;

2. lorsque le droit de l'Etat requis admet, à raison de la matière, la compétence exclusive d'une autre juridiction ou que l'autorité requise s'estime obligée de reconnaître cette compétence exclusive à raison d'un accord entre les parties;

3. lorsque l'autorité requise s'estime obligée de reconnaître un accord par lequel une compétence exclusive a été attribuée à des arbitres.

CHAPITRE III – PROCÉDURE DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'EXÉCUTION

Article 13

La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire:

1. une expédition complète et authentique de la décision;

2. s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme des documents de nature à établir que l'acte introductif d'instance a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante;

3. tout document de nature à établir que la décision répond aux conditions prévues par l'article 4, alinéa premier, No 2 et, le cas échéant, par l'article 4, second alinéa;

4. sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des documents mentionnés ci-dessus, certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté ou juré, soit par toute autre personne autorisée à cet effet dans l'un des deux Etats.

Si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité requise de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité peut exiger tous autres documents utiles.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 14

La procédure tendant à obtenir la reconnaissance ou l'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis, dans la mesure où la présente Convention n'en dispose autrement.

Si la décision statue sur plusieurs chefs de demande qui sont dissociables la reconnaissance ou l'exécution peut être accordée partiellement.

Article 15

La reconnaissance ou l'exécution d'une condamnation aux frais et dépens ne peut être accordée en vertu de la présente Convention que si celle-ci est applicable au fond de la décision.

La Convention s'applique aux décisions relatives aux frais et dépens même si elles n'émanent pas d'un tribunal, à condition qu'elles découlent d'une décision susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention, et qu'elles aient été sujettes à recours judiciaire.

Article 16

La condamnation aux frais et dépens prononcée à l'occasion de l'octroi ou du refus de la reconnaissance ou de l'exécution d'une décision ne peut donner lieu à l'application de la présente Convention que si le requérant s'est prévalu de ses dispositions.

Article 17

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens, à raison de la nationalité ou du domicile du requérant, si celui-ci a sa résidence habituelle ou, lorsqu'il ne s'agit pas d'une personne physique, s'il a un établissement dans un Etat qui a conclu avec l'Etat requis l'accord complémentaire prévu à l'article 21.

Article 18

La partie admise à l'assistance judiciaire dans l'Etat d'origine en bénéficiera dans toute procédure tendant à la reconnaissance ou à l'exécution de la décision dans l'Etat requis, dans les conditions prévues par le droit de cet Etat.

Article 19

Les transactions passées devant un tribunal au cours d'une instance et exécutoires dans l'Etat d'origine, seront déclarées exécutoires dans l'Etat requis aux mêmes conditions que les décisions visées par la présente Convention en tant que ces conditions leur seront applicables.

CHAPITRE IV – LITISPENDANCE

Article 20

Lorsque deux Etats sont liés par l'accord complémentaire prévu à l'article 21, l'autorité judiciaire de l'un de ces Etats a la faculté, quand une action est ouverte devant elle, de se dessaisir ou de surseoir à statuer si une autre action entre les mêmes parties, fondée sur les mêmes faits et ayant le même objet, est déjà pendante devant un tribunal d'un autre Etat, et à la condition que cette action puisse donner lieu à une décision que les autorités du premier Etat seraient obligées de

reconnaître en vertu de la Convention.

Toutefois, des mesures provisoires ou conservatoires peuvent être accordées par les autorités de chacun de ces Etats, quelle que soit la juridiction saisie du fond du litige.

CHAPITRE V – ACCORD COMPLÉMENTAIRE

Article 21

Les décisions rendues dans un Etat contractant ne seront reconnues ou déclarées exécutoires dans un autre Etat contractant conformément aux dispositions des articles précédents, que si ces deux Etats après être devenus Parties à la Convention en sont ainsi convenus par accord complémentaire.

Article 22

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions rendues avant l'entrée en vigueur de l'accord complémentaire prévu à l'article 21, sauf si cet accord en dispose autrement.

L'accord complémentaire demeurera applicable aux décisions au sujet desquelles une procédure de reconnaissance ou d'exécution aura été entamée avant la prise d'effet de toute dénonciation dudit accord.

Article 23

Les Etats contractants ont la faculté dans les accords qu'ils concluront en application de l'article 21 de s'entendre pour:

1. préciser le sens des termes „en matière civile ou commerciale”, déterminer les tribunaux aux décisions desquels la Convention s'applique, déterminer le sens des termes „sécurité sociale” et définir les mots „résidence habituelle”;

2. préciser le sens du mot „droit" dans les Etats qui ont plusieurs systèmes juridiques;
3. inclure dans le champ d'application de la Convention la matière des dommages dans le domaine nucléaire;
4. appliquer la Convention aux décisions qui ordonnent des mesures provisoires ou conservatoires;
5. ne pas appliquer la Convention aux décisions qui ont été rendues au cours d'une procédure pénale;
6. préciser les cas dans lesquels une décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire;
7. reconnaître et exécuter les décisions exécutoires dans l'autre Etat même si elles peuvent encore faire l'objet d'un recours ordinaire et, en ce cas, préciser les conditions d'un éventuel sursis à la reconnaissance ou à l'exécution;
8. ne pas appliquer l'article 6 si la décision par défaut a été notifiée à la partie défaillante et si celle-ci a eu la possibilité en temps utile d'exercer un recours contre cette décision;
8 *bis* considérer que l'autorité requise n'est pas liée par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal de l'Etat d'origine a fondé sa compétence;
9. considérer comme compétents au sens de l'article 10 les tribunaux de l'Etat dans lequel le défendeur a son domicile;
10. considérer que le tribunal de l'Etat d'origine est compétent au sens de la Convention dans les cas où sa compétence est prévue par une autre convention en vigueur entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, lorsqu'elle ne contient pas de règles particulières sur la reconnaissance ou l'exécution des décisions;

11. considérer que le tribunal de l'Etat d'origine est compétent, au sens de la Convention, soit lorsque sa compétence est admise par le droit de l'Etat requis concernant la reconnaissance ou l'exécution des décisions étrangères, soit lorsqu'elle est fondée sur des chefs autres que ceux énumérés à l'article 10;

12. préciser, pour l'application de l'article 12, les chefs de compétence qui sont exclusifs à raison de la matière;

13. exclure l'application de l'article 12, No 1 dans le cas où la compétence exclusive résulte d'un accord entre les parties, ainsi que celle de l'article 12, No 3;

14. régler la procédure tendant à obtenir la reconnaissance ou l'exécution;

15. régler l'exécution des décisions autres que celles condamnant au paiement d'une somme d'argent;

16. fixer un délai, à dater du jugement, à l'expiration duquel l'exécution ne peut plus être demandée;

17. régler les modalités du paiement des intérêts à partir du jugement;

18. adapter aux exigences de leur droit la liste des documents à produire en vertu de l'article 13, mais à la seule fin de permettre à l'autorité requise de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies;

19. soumettre les documents prévus à l'article 13 à une légalisation ou à une formalité analogue;

20. déroger tant aux dispositions de l'article 17 qu'à celles de l'article 18;

21. rendre obligatoire les dispositions de l'article 20 alinéa 1;

22. étendre aux actes authentiques les dispositions de la Convention et déterminer le sens des mots „actes authentiques”.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS FINALES

Article 24

La présente Convention ne déroge pas aux autres Conventions concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions auxquelles les Etats contractants sont déjà Parties, tant que ceux-ci n'ont pas conclu l'accord complémentaire prévu à l'article 21.

A moins qu'il n'en soit autrement convenu, les dispositions d'un accord complémentaire conclu en application de l'article 21 prévalent sur celles de toute autre convention en vigueur entre les Parties concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions.

Article 25

Qu'ils soient liés ou non par un accord complémentaire prévu à l'article 21, les Etats contractants ne concluront pas entre eux d'autres conventions sur la reconnaissance et l'exécution des décisions auxquelles la présente Convention est applicable, sauf s'ils le jugent nécessaire, notamment à raison de leurs liens économiques ou des particularités de leurs droits.

Article 26

Nonobstant les dispositions des articles 24 et 25, la présente Convention et les accords complémentaires prévus par l'article 21 ne dérogent pas aux conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui, dans des matières particulières, règlent la reconnaissance et l'exécution des décisions.

Article 27

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de Chypre, de l'Islande et de Malte.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 28

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du deuxième instrument de ratification.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 29

Tout Etat non visé à l'alinéa premier de l'article 27 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 28, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention n'entrera en vigueur pour un tel Etat qu'à défaut d'opposition de la part d'un Etat ayant ratifié la Convention avant ce dépôt, notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle ce Ministère lui aura notifié cette adhésion.

A défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent le premier jour du mois qui suit l'expiration du dernier des délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Article 30

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le sixième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Les Parties à un accord complémentaire conclu en application de l'article 21 déterminent son champ d'application territorial.

Article 31

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 28, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée, ou y auront adhéré, postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 32

Tout accord complémentaire conclu en application de l'article 21 prendra effet à la date qu'il fixera; une copie certifiée conforme, le cas échéant accompagnée d'une traduction en français ou en anglais, sera remise au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Tout Etat contractant peut, sans dénoncer la Convention, dénoncer un accord complémentaire soit selon les modalités prévues par cet accord, soit si l'accord ne contient aucune disposition à ce sujet, moyennant un préavis de six mois notifié à l'autre Etat. Tout Etat ayant dénoncé un accord complémentaire en informera le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Nonobstant la dénonciation de la Convention, celle-ci continuera à produire ses effets entre l'Etat qui l'aura dénoncée et tout Etat avec lequel il aura conclu un accord complémentaire en application de l'article 21, sauf disposition contraire dans l'accord.

Article 33

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 27, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 29:

- a) les signatures et ratifications visées à l'article 27;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 28, alinéa premier;
- c) les adhésions prévues à l'article 29 et la date à laquelle elles auront effet;
- d) les extensions prévues à l'article 30 et la date à laquelle elles auront effet;
- e) la traduction ou le texte en français ou en anglais des accords complémentaires conclus en vertu de l'article 21;
- f) les dénonciations prévues aux articles 31, alinéa 3, et 32, alinéa 2.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le premier février 1971, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à Chypre, l'Islande et Malte.

**CONVENTION ON THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN
JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS**

(Concluded February 1st, 1971)

The States signatory to the present Convention,
Desiring to establish common provisions on mutual recognition and enforcement of
judicial decisions rendered in their respective countries,
Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed on the
following provisions:

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention shall apply to decisions rendered in civil or commercial matters by the courts of Contracting States.

It shall not apply to decisions the main object of which is to determine –

(1) the status or capacity of persons or questions of family law, including personal or financial rights and obligations between parents and children or between spouses;

(2) the existence or constitution of legal persons or the powers of their officers;

(3) maintenance obligations, so far as not included in sub-paragraph (1) of this article;

(4) questions of succession;

(5) questions of bankruptcy, compositions or analogous proceedings, including decisions which may result therefrom and which relate to the validity of the acts of the debtor;

(6) questions of social security;

(7) questions relating to damage or injury in nuclear matters.

This Convention does not apply to decisions for the payment of any customs duty, tax or penalty.

Article 2

This Convention shall apply to all decisions given by the courts of a Contracting State, irrespective of the name given by that State to the proceedings which gave rise to the decision or of the name given to the decision itself such as judgment, order or writ of execution.

However, it shall apply neither to decisions which order provisional or protective measures nor to decisions rendered by administrative tribunals.

Article 3

This Convention shall apply irrespective of the nationality of the parties.

CHAPTER II – CONDITIONS OF RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 4

A decision rendered in one of the Contracting States shall be entitled to recognition and enforcement in another Contracting State under the terms of this Convention –

- (1) if the decision was given by a court considered to have jurisdiction within the meaning of this Convention, and
- (2) if it is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin.

In addition, to be enforceable in the State addressed, a decision must be enforceable in the State of origin.

Article 5

Recognition or enforcement of a decision may nevertheless be refused in any of the following cases –

- (1) if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy of the State addressed or with due process of law or if, in the circumstances, either party had no adequate opportunity fairly to present his case;
- (2) if the decision was obtained by fraud in the procedural sense;
- (3) if proceedings between the same parties, based on the same facts and having the same purpose –
 - a) are pending before a court of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted, or

- b) have resulted in a decision by a court of the State addressed, or
- c) have resulted in a decision by a court of another State which would be entitled to recognition and enforcement under the law of the State addressed.

Article 6

Without prejudice to the provisions of Article 5, a decision rendered by default shall neither be recognized nor enforced unless the defaulting party received notice of the institution of the proceedings in accordance with the law of the State of origin in sufficient time to enable him to defend the proceedings.

Article 7

Recognition or enforcement may not be refused for the sole reason that the court of the State of origin has applied a law other than that which would have been applicable according to the rules of private international law of the State addressed.

Nevertheless, recognition or enforcement may be refused if, to reach its decision, the court of the State of origin had to decide a question relating either to the status or the capacity of a party or to his rights in other matters excluded from this Convention by sub-paragraphs 1-4 of the second paragraph of Article 1, and has reached a result different from that which would have followed from the application to that question of the rules of private international law of the State addressed.

Article 8

Without prejudice to such review as is required by the terms of the preceding Articles, there shall be no review of the merits of the decision rendered by the court of origin.

Article 9

In questions relating to the jurisdiction of the court of the State of origin, the authority addressed shall be bound by the findings of fact on which that court based its jurisdiction, unless the decision was rendered by default.

Article 10

The court of the State of origin shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention –

(1) if the defendant had, at the time when the proceedings were instituted, his habitual residence in the State of origin, or, if the defendant is not a natural person, its seat, its place of incorporation or its principal place of business in that State;

(2) if the defendant had, in the State of origin, at the time when the proceedings were instituted, a commercial, industrial or other business establishment, or a branch office, and was cited there in proceedings arising from business transacted by such establishment or branch office;

(3) if the action had as its object the determination of an issue relating to immovable property situated in the State of origin;

(4) in the case of injuries to the person or damage to tangible property, if the facts which occasioned the damage occurred in the territory of the State of origin, and if the author of the injury or damage was present in that territory at the time when those facts occurred;

(5) if, by a written agreement or by an oral agreement confirmed in writing within a reasonable time, the parties agreed to submit to the jurisdiction of the court of origin disputes which have arisen or which may arise in respect of a specific legal relationship, unless the law of the State addressed would not permit such an agreement because of the subject-matter of the dispute;

(6) if the defendant has argued the merits without challenging the jurisdiction of the court or making reservations thereon; nevertheless such jurisdiction shall not be recognized if the defendant has argued the merits in order to resist the seizure of property or to obtain its release, or if the recognition of this jurisdiction would be

contrary to the law of the State addressed because of the subject-matter of the dispute;

(7) if the person against whom recognition or enforcement is sought was the plaintiff in the proceedings in the court of origin and was unsuccessful in those proceedings, unless the recognition of this jurisdiction would be contrary to the law of the State addressed because of the subject-matter of the dispute.

Article 11

The court of the State of origin shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention to try a counterclaim–

(1) if that court would have had jurisdiction to try the action as a principal claim under sub-paragraphs 1-6 of Article 10, or

(2) if that court had jurisdiction under Article 10 to try the principal claim and if the counterclaim arose out of the contract or out of the facts on which the principal claim was based.

Article 12

The jurisdiction of the court of the State of origin need not be recognized by the authority addressed in the following cases –

(1) if the law of the State addressed confers upon its courts exclusive jurisdiction, either by reason of the subject-matter of the action or by virtue of an agreement between the parties as to the determination of the claim which gave rise to the foreign decision;

(2) if the law of the State addressed recognizes a different exclusive jurisdiction by reason of the subject-matter of the action, or if the authority addressed considers itself bound to recognize such an exclusive jurisdiction by reason of an agreement between the parties;

(3) if the authority addressed considers itself bound to recognize an agreement by which exclusive jurisdiction is conferred upon arbitrators.

CHAPTER III – RECOGNITION AND ENFORCEMENT PROCEDURES

Article 13

The party seeking recognition or applying for enforcement shall furnish –

- (1) a complete and authenticated copy of the decision;
- (2) if the decision was rendered by default, the originals or certified true copies of the documents required to establish that the summons was duly served on the defaulting party;
- (3) all documents required to establish that the decision fulfills the conditions of sub-paragraph 2 of paragraph 1 of Article 4, and, where appropriate, of paragraph 2 of Article 4;
- (4) unless the authority addressed otherwise requires, translations of the documents referred to above, certified as correct either by a diplomatic or consular agent or by a sworn translator or by any other person so authorized in either State.

If the terms of the decision do not permit the authority addressed to verify whether the conditions of this Convention have been complied with, that authority may require the production of any other necessary documents.

No legalisation or other like formality may be required.

Article 14

The procedure for the recognition or enforcement of foreign judgments is governed by the law of the State addressed so far as this Convention does not provide otherwise.

If the decision contains provisions which can be dissociated, any one or more of these may be separately recognized or enforced.

Article 15

Recognition or enforcement of an award of judicial costs or expenses may be accorded by virtue of this Convention only if this Convention is applicable to the decision on the merits.

This Convention shall apply to decisions relating to judicial costs or expenses even if such decisions do not proceed from a court, provided that they derive from a decision which may be recognized or enforced under this Convention and that the decision relating to costs or expenses could have been subject to judicial review.

Article 16

A judgment for costs or expenses given in connection with the granting or refusal of recognition or enforcement of a decision may be enforced under this Convention only if the applicant in the proceedings for recognition or enforcement relied on this Convention.

Article 17

No security, bond or deposit, however termed under the law of the State addressed, shall be required by reason of the nationality or domicile of the applicant to guarantee the payment of judicial costs or expenses if the applicant, being a natural person, has his habitual residence in or, not being a natural person, has a place of business in a State which has concluded with the State addressed a Supplementary Agreement in terms of Article 21.

Article 18

A party granted legal aid in the State of origin shall be extended such aid in accordance with the law of the State addressed in any proceedings for the recognition or for the enforcement of a foreign decision.

Article 19

Settlements made in court in the course of a pending proceeding which may be enforced in the State of origin shall be enforceable in the State addressed under the same conditions as decisions falling within this Convention, so far as those conditions apply to settlements.

CHAPTER IV – CONCURRENT ACTIONS

Article 20

If two States have concluded a Supplementary Agreement pursuant to Article 21, the judicial authorities of either State may dismiss an action brought before them or may stay such an action when other proceedings between the same parties, based on the same facts and having the same purpose, are pending in a court of another State and these proceedings may result in a decision which the authorities of the State in which the first mentioned action was brought would be bound to recognize under the terms of this Convention.

The authorities of these States may nevertheless order provisional or protective measures regardless of proceedings elsewhere.

CHAPTER V – SUPPLEMENTARY AGREEMENTS

Article 21

Decisions rendered in a Contracting State shall not be recognized or enforced in another Contracting State in accordance with the provisions of the preceding Articles unless the two States, being Parties to this Convention, have concluded a Supplementary Agreement to this effect.

Article 22

This Convention shall not apply to decisions rendered before the entry into force of the Supplementary Agreement provided for in Article 21 unless that Agreement otherwise provides.

The Supplementary Agreement shall continue to be applicable to decisions in respect of which recognition or enforcement proceedings have been instituted before any denunciation of that Agreement takes effect.

Article 23

In the Supplementary Agreements referred to in Article 21 the Contracting States may agree –

(1) to clarify the meaning of the expression "civil and commercial matters", to determine the courts whose decisions shall be recognized and enforced under this Convention, to define the expression "social security" and to define the expression "habitual residence";

(2) to clarify the meaning of the term "law" in States with more than one legal system;

(3) to include within the scope of this Convention questions relating to damage or injury in nuclear matters;

(4) to apply this Convention to decisions ordering provisional or protective measures;

(5) not to apply this Convention to decisions rendered in the course of criminal proceedings;

(6) to specify the cases under which a decision is no longer subject to ordinary forms of review;

(7) to recognize and enforce decisions upon which enforcement could be obtained in the State of origin even if such decisions are still subject to ordinary forms of review and in such a case to define the conditions under which a stay of proceedings for recognition or enforcement is possible;

(8) not to apply Article 6 if the decision rendered by default was notified to the defaulting party and the latter had the opportunity to lodge a timely appeal against such a decision;

(8 *bis*) that the Authority addressed shall not be bound by the findings of fact on which the court of the State of origin based its jurisdiction;

(9) to consider the courts of the State in which the defendant has his "domicile" as having jurisdiction under Article 10:

(10) that the court of origin shall be considered as having jurisdiction under the terms of this Convention in cases where its jurisdiction is admitted by another Convention in force between the State of origin and the State addressed if that other

Convention contains no special rules relating to the recognition or enforcement of foreign judgments;

(11) that the court of origin shall be considered as having jurisdiction under the terms of this Convention either when its jurisdiction is admitted by the law of the State addressed relating to the recognition or enforcement of foreign judgments, or on grounds additional to those in Article 10;

(12) to define, for the purposes of the application of Article 12, the bases of jurisdiction which are exclusive by reason of the subject-matter of the action;

(13) to exclude, in cases where jurisdiction is based on an agreement between the parties, the application of sub-paragraph (1) of Article 12 as well as to exclude that of sub-paragraph (3) of Article 12;

(14) to regulate the procedure for obtaining recognition or enforcement;

(15) to regulate the enforcement of judgments other than those which order the payment of a sum of money;

(16) that the enforcement of a foreign judgment may be refused when a specified period has elapsed from its date;

(17) to fix the rate of interest payable from the date of the judgment in the State of origin;

(18) to adapt to the requirements of their legal systems the list of documents required by Article 13, but with the sole object of enabling the authority addressed to verify whether the conditions of this Convention have been fulfilled;

(19) to subject the documents referred to in Article 13 to legalisation or to a similar formality;

(20) to depart from the provisions of Article 17 and to depart from the provisions of Article 18;

(21) to make the provisions of paragraph 1 of Article 20 obligatory;

(22) to include within the scope of this Convention "actes authentiques", including documents upon which immediate enforcement can be obtained, and to specify those documents.

CHAPTER VI – FINAL CLAUSES

Article 24

This Convention shall not affect other Conventions relating to the recognition and enforcement of judgments to which the Contracting States are already Parties so long as those States have not concluded a Supplementary Agreement under the terms of Article 21.

Unless it is otherwise agreed, the provisions of a Supplementary Agreement concluded under Article 21 shall prevail over the terms of any prior Conventions in force between the Parties relating to the recognition and enforcement of judgments to the extent that their terms are mutually inconsistent.

Article 25

Whether or not they have concluded a Supplementary Agreement under Article 21, the Contracting States shall not conclude between themselves other Conventions relating to the recognition and enforcement of judgments within the scope of this Convention unless they consider it necessary, in particular, because of economic ties or of particular aspects of their legal systems.

Article 26

Notwithstanding the provisions of Articles 24 and 25, this Convention and the Supplementary Agreements made under Article 21 shall not prevail over Conventions to which the Contracting States are or may become Parties in special fields and which contain provisions for the recognition and enforcement of judgments.

Article 27

This Convention shall be open for signature by the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law and Cyprus,

Iceland and Malta.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 28

This Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the second instrument of ratification.

This Convention shall enter into force for each State which ratifies it subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 29

Any State not falling within the provisions of the first paragraph of Article 27 may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of article 28. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

This Convention shall enter into force for such a State in the absence of any objection from a State which has ratified this Convention before such deposit, notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands within a period of six months after the date on which the said Ministry has notified it of such accession.

In the absence of any such objection, this Convention shall enter into force for the acceding State on the first day of the month following the expiration of the last of the periods referred to in the preceding paragraph.

Article 30

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of this Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of

Foreign Affairs of the Netherlands.

This Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

The Parties to a Supplementary Agreement concluded under Article 21 shall determine its territorial application.

Article 31

This Convention shall have a duration of five years from the date on which it enters into force under the first paragraph of Article 28, even in its application to States which have subsequently ratified or acceded to it.

In the absence of any denunciation, this Convention shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

Such denunciation may be limited to any one of the territories to which this Convention applies.

Such denunciation shall affect only the notifying State. This Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 32

Each Supplementary Agreement concluded under Article 21 shall take effect from the date specified in such Agreement; a certified copy and, if necessary, a translation into French or English shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Any Contracting State may, without denouncing this Convention, denounce a Supplementary Agreement either under any provision for denunciation in such Agreement or, if such Agreement contains no such provision, by giving six months' notice to the other State. Any State denouncing a Supplementary Agreement shall so inform the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Notwithstanding the denunciation of this Convention, it shall nevertheless

continue to have effect between the denouncing State and any other State with which the former has concluded a Supplementary Agreement under Article 21, unless such Agreement provides otherwise.

Article 33

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 27, and to the States which have acceded in accordance with Article 29, of the following –

- a) the signatures and ratifications referred to in Article 27;
- b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 28;
- c) the accessions referred to in Article 29 and the dates on which they take effect;
- d) the extensions referred to in Article 30 and the dates on which they take effect;
- e) a translation or a copy of the text in English or French of Supplementary Agreements concluded under Article 21;
- f) the denunciations referred to in the third paragraph of Article 31 and the second paragraph of Article 32.

In WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the first day of February, 1971, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law, and to Cyprus, Iceland and Malta.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W. J. J. van der ...', written over a horizontal line.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands